



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le **16 OCT. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **QUARTZ ET MINÉRAUX**

Kerhöel  
29300 Arzano

Références : ENV-D-25. **458**  
Code AIOT : 0005509019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement QUARTZ ET MINÉRAUX implanté KERHOEL 29300 Arzano. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- QUARTZ ET MINÉRAUX
- KERHOEL 29300 Arzano
- Code AIOT : 0005509019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Quartz et Minéraux est autorisée à exploiter une carrière de quartz par l'arrêté préfectoral n°2018339-0001 du 5 décembre 2018 pour une durée de 25 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 3.1.	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 6.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 6.5.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Bruits	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Risques	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 11.3.	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plans	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des écarts majeurs relatifs à la conformité de la conduite de l'exploitation aux éléments du dossier de demande d'autorisation et à la réalisation des contrôles réglementaires relatifs aux nuisances générées par l'exploitation de la carrière.

L'inspection constate une absence de maîtrise du cadre réglementaire sans impact environnemental apparent.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• son identité,</li> <li>• la référence de l'autorisation,</li> <li>• l'objet des travaux,</li> <li>• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

L'inspection constate l'absence de panneaux indiquant les informations susmentionnées sur l'ensemble des entrées du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 2 : Prévention des pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 6.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux de ruissellement et d'exhaure

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de ruissellement concernant l'emprise de la carrière et les eaux souterraines sont collectées en fond d'excavation avant rejet. Elles transitent avant infiltration par un bassin de décantation régulièrement entretenu, d'un volume utile suffisant (1020 m<sup>3</sup> minimum).

Après décantation, les eaux d'exhaure sont infiltrées via un bassin d'infiltration de 390 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

L'inspection constate la présence d'un bassin de décantation équipé d'un conduit permettant le transfert des eaux traitées vers dans le bassin d'infiltration.

L'inspection constate la présence d'une végétation dense empêchant l'accès au bassin d'infiltration.

L'exploitant déclare que les eaux du bassin d'infiltration sont rejetées par surverse dans une cavité de filtration remplie de 150 tonnes de gravillons.

L'inspection constate :

- que le système décrit n'est pas conforme au rapport hydrogéologique de mars 2018 joint au dossier de demande d'autorisation ;
- que les capacités d'infiltration du bassin sont impactées par l'absence d'entretien régulier de cet ouvrage ;
- qu'il est impossible de contrôler en l'état la conformité du système d'infiltration des eaux dans la nappe.

Il appartient à l'exploitant de remettre en conformité les bassins de collecte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Prévention des pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 6.5.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôles

**Prescription contrôlée :**

Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel sera réalisé dans les conditions suivantes :

SORTIE DU BASSIN DE DECANTATION	UNITES	FREQUENCE
Volume	m <sup>3</sup>	En continu avec un relevé

		mensuel (volume versé dans le bassin de décantation)
pH		trimestrielle
Matières En Suspension Totales (MEST)	mg/l	trimestrielle
Hydrocarbures	mg/l	trimestrielle
DCO	mg/l	trimestrielle
Conductivité	μS/cm	trimestrielle

Le suivi est réalisé en sortie du bassin de décantation des eaux d'exhaure, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) représentatif(s) d'une journée d'activité.

Les résultats de ces mesures sont transmis trimestriellement, avant le 20 du mois suivant le trimestre écoulé à l'inspection des installations classées, [...]. La transmission devra se faire de façon informatisée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant déclare l'absence de contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Bruits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

Il est procédé, une fois tous les 3 ans, à un contrôle des niveaux sonores [...].

**Constats :**

L'exploitant déclare à l'inspection l'absence de réalisation des mesures des niveaux sonores malgré la proximité d'habitations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des vibrations

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

**Constats :**

L'exploitant met à disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées 5 relevés de vibrations relatifs à des tirs de mines effectués aux dates suivantes :

- le 26/06/2024,
- le 19/09/2024,
- le 31/01/2025,
- le 30/04/2025,
- le 23/07/2025.

Les rapports mettent en évidence l'absence de dépassement de la valeur limite de vitesse particulière sur les trois axes de mesure (vertical, radial, transversal).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 11.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

La défense extérieure contre l'incendie du site sera également assurée par une réserve en eaux d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup> [...].

**Constats :**

L'inspection constate :

- la présence d'une végétation dense sur une grande partie du site pouvant être propagatrice d'un éventuel incendie,
- la présence d'habitations à proximité de la carrière,
- l'absence de réserve en eau prévue par les dispositions de l'article susvisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions et des moyens d'intervention prévus par l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Plans**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2018, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 mètres,
- la position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,
- les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics, etc.).

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas en mesure de mettre à disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées un plan récapitulatif contenant les informations prévues par l'article susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**PROJET** D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ  
QUARTZ ET MINÉRAUX SITUÉE KERHOËL À ARZANO

Le Préfet du Finistère,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2018/44/AI du 05 décembre 2018 autorisant la société QUARTZ ET MINÉRAUX à exploiter une carrière de quartz au lieu-dit « Kerhoël » à ARZANO ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 5 janvier 2021 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le rapport et les propositions en date du XX octobre 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le courrier adressé à l'exploitant le XXXX pour lui permettre de formuler ses observations sur le projet d'arrêté ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par XXXX en date du XXXX 2025 ou l'absence d'observation de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 1<sup>er</sup> octobre 2025, l'inspection constate que les bassins de traitement des eaux d'exhaure et de ruissellement ne sont pas régulièrement entretenus ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 1<sup>er</sup> octobre 2025, l'exploitant déclare l'existence d'une cavité contenant 150 tonnes de gravillons visant à filtrer les eaux de surverse du bassin d'infiltration ;

**CONSIDÉRANT** que le système de traitement n'est pas conforme avec le système du dossier de demande d'autorisation ;



**CONSIDÉRANT** qu'il est impossible de contrôler la conformité du système d'infiltration des eaux dans la nappe ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité ne permet pas d'assurer la qualité des eaux qui s'infiltrent dans les sols ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention des pollutions des sols et des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 6.3. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 susvisé qui dispose :

*« Les eaux de ruissellement concernant l'emprise de la carrière et les eaux souterraines sont collectées en fond d'excavation avant rejet. Elles transitent avant infiltration par un bassin de décantation régulièrement entretenu, d'un volume utile suffisant (1020 m<sup>3</sup> minimum).*

*Après décantation, les eaux d'exhaure sont infiltrées via un bassin d'infiltration de 390 m<sup>3</sup>. »*

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 1<sup>er</sup> octobre 2025, l'exploitant déclare l'absence de contrôle de la qualité des eau rejetées dans le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité ne permet pas d'assurer la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention des pollutions des sols et des eaux ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport du 5 janvier 2021 susvisé met en évidence deux non-conformités pour le paramètre MEST dont une valeur de 340 mg/l au lieu de 25 mg/l sur le prélèvement du 19/12/2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport du 5 janvier 2021 susvisé précise que l'exploitant devait fournir à l'inspection le descriptif des modifications visant à respecter les valeurs limites ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 6.5. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 susvisé qui dispose :

*« [...] »*

*Le suivi est réalisé en sortie du bassin de décantation des eaux d'exhaure, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) représentatif(s) d'une journée d'activité.*

*Les résultats de ces mesures sont transmis trimestriellement, avant le 20 du mois suivant le trimestre écoulé à l'inspection des installations classées, [...]. La transmission devra se faire de façon informatisée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. »*

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 1<sup>er</sup> octobre 2025, l'exploitant déclare l'absence de réalisation du contrôle des niveaux de bruit ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité ne permet pas d'assurer la conformité des niveaux de bruits aux prescriptions réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention des nuisances générées par l'exploitation de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport du 5 janvier 2021 susvisé met en évidence une non-conformité de l'émergence au point « parcelle n°142 » : 9 dB(A) au lieu de 6 dB(A) admissibles ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport du 5 janvier 2021 susvisé précise que l'exploitant devait fournir à l'inspection un plan d'action visant à lever la non-conformité, un échéancier de mise en œuvre des actions et les résultats d'une nouvelle campagne de mesures ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 8. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 susvisé qui dispose :

« [...] »

*Il est procédé, une fois tous les 3 ans, à un contrôle des niveaux sonores »*

**CONSIDÉRANT** que ces manquements révèlent que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la portée de l'autorisation qui lui permettent d'apporter la preuve que les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont protégés par les dispositions de conduite de l'exploitation qui lui sont prescrites ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société QUARTZ ET MINÉRAUX de satisfaire les dispositions des articles 6.3, 6.5 et 8 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2018 susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRETE**

### **Article 1**

La société QUARTZ ET MINÉRAUX (AIOT n°0005509019) exploitant une carrière de quartz sise « Kerhoël » à Arzano (29300) est **mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois** les dispositions des articles :

- 6.3. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 susvisé relatives à la définition du système de traitement des eaux avant rejet au milieu naturel ;
- 6.5. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 susvisé relatives à la réalisation du contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel ;
- 8. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 susvisé relatives à la réalisation du contrôle des niveaux de bruit.

### **Article 2 – Sanctions administratives**

Dans le cas où l'obligation à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le

tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

#### **Article 4 – Information des tiers**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5 – Exécution et ampliation**

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société QUARTZ ET MINÉRAUX et dont une copie sera adressée à la Maire de Arzano.

Pour Le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

#### Destinataires :

- Mme. la Maire de Arzano
- DREAL Bretagne / UD 29
- Société Quartz et Minéraux